

mais les deux parties en cause ont reçu l'assurance que mes fonctionnaires leur fourniront au besoin l'aide nécessaire à n'importe quel moment. En outre, je leur ai offert de demeurer sur les lieux hier et aujourd'hui si je pouvais leur être utile. J'ai dit que je devais rentrer à Ottawa mercredi, et on a convenu que je n'avais pas besoin de rester davantage là-bas pour le moment.

M. Douglas: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Selon mes renseignements le matériel s'accumule dans les ports où, par ailleurs, les hommes travaillent sans faire l'objet d'une surveillance suffisante et dans des conditions périlleuses. Le ministre envisage-t-il de mettre fin à cette situation au plus tôt, avant l'arrêt complet du travail dans certains ports?

L'hon. M. Nicholson: Monsieur l'Orateur, je suis bien aise de la deuxième question du député. Contrairement aux rumeurs selon lesquelles la surveillance serait insuffisante, d'après mes renseignements, cette surveillance est du moins dans certains cas plus grande que dans le passé; au lieu d'avoir sous ses ordres deux ou trois équipes, le contremaître ne surveille maintenant, dans certains cas, qu'une seule équipe. J'ajouterai que je me suis personnellement entretenu au cours de la soirée avec au moins 40 contremaîtres et la situation ne ressemble en rien à celle que nous a présentée le député.

[Français]

L'IMMIGRATION

DISCUSSIONS À PARIS, FRANCE,
AU SUJET DE L'IMMIGRATION

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Les journaux nous apprennent que l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Marchand) est rendu à Paris où il doit discuter de l'immigration. La fonction première de l'honorable ministre est-elle d'encourager l'immigration d'un plus grand nombre de Français au Canada?

Le ministre est-il allé en France justement pour faire ses recommandations au nom du gouvernement?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le but poursuivi est, naturellement, d'encourager l'immigration, et le ministre nous fera part, à son retour, des résultats de son entreprise.

[L'hon. M. Nicholson.]

LES NATIONS UNIES

L'ADMISSION DE LA CHINE CONTINENTALE—
LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur ma question s'adresse au premier ministre. Voudrait-il commenter la nouvelle selon laquelle le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine aurait dit qu'il s'attache aucune importance à sa déclaration de l'autre jour au sujet de l'admission de la Chine rouge aux Nations Unies ou de l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et la Chine communiste et nous dirait-il s'il a communiqué avec la secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) ou avec le Secrétaire général des Nations Unies au sujet de ce problème?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai communiqué avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) ce matin. Il sera à New York aujourd'hui et demain. J'espère qu'il sera de retour à la Chambre mercredi et qu'il pourra alors nous donner un rapport.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Le premier ministre nous dirait-il quel pays représente le Canada à Pékin et a-t-on reçu une communication du représentant du Canada en Chine au sujet de cette offre faite à la Chambre?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, il n'y a pas eu de communication directe avec Pékin.

Le très hon. M. Diefenbaker: Mais quel pays nous représente?

Le très hon. M. Pearson: Nos relations diplomatiques dans un pays comme la Chine communiste, où nous ne sommes pas représentés nous-mêmes, sont confiées à l'ambassade du Royaume-Uni.

L'INDUSTRIE

OSHAWA (ONT.)—LES RÉPERCUSSIONS DE
L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN
SUR L'AUTOMOBILE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre du travail. Un porte-parole de M. John R. Nicholson, ministre du Travail, a dit, dans une déclaration, que la municipalité d'Oshawa était «un peu exigeante» en s'attendant à une réponse immédiate à son mémoire supplémentaire concernant les répercussions éco-